SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 21 AOUT 1913

Rapport de la Commission de la Guerre, chargée d'examiner le Projet de Loi contenant le Budget du Corps de la Gendarmerie pour l'exercice 1913.

(Voir les n^{os} 4-XI, 258 et 367, session de 1912-1913, de la Chambre
des Représentants; — 124, même session, du Sénat.)

Présents : MM. le comte WERNER DE MERODE, Président ; le baron
RUZETTE, STEURS, STRUYE et DE RO, Rapporteur.

MESSIEURS,

Votre Commission propose à la Haute Assemblée l'adoption du Budget de la Gendarmerie voté par la Chambre, par 88 voix contre 45.

Les articles du budget se trouvent justifiés et par les précédents et par les documents parlementaires.

Votre Commission appelle toutefois l'attention du Gouvernement sur l'absolue nécessité d'augmenter la solde de ce corps d'élite.

La mission qui lui est confiée exige des qualités exceptionnelles :

D'abord une santé robuste qui permette de supporter les services de nuit, les intempéries, les fatigues et les privations.

Un grand sang-froid en même temps qu'une bravoure à toute épreuve vis-à-vis des malfaiteurs, dont on connaît l'audace meurtrière et qui coûta parfois l'existence à ces dévoués gardiens de l'ordre et de la sécurité publique.

Une grande dignité dans la vie privée, notamment dans les campagnes, où ils doivent conserver leur prestige et leur autorité au prix d'un rigorisme des plus absolus.

Enfin une instruction suffisante pour rédiger des rapports précis et de nature à éclairer les autorités judiciaires et administratives.

Or la solde des sous-officiers, brigadiers et soldats du Corps de la Gendarmerie est inférieure à celle des autres fonctionnaires, notamment à celle des employés des Chemins de fer, alors que leur vie active et extérieure leur impose de constantes dépenses d'uniformes et de vêtements.

Votre Commission prie le Gouvernement de bien vouloir remédier sans tarder à cette situation.

Un membre regrette que toutes les nouvelles brigades décrétées n'aient pas encore été définitivement installées.

Le rapport a été adopté par 4 voix et 1 abstention.

Le Rapporteur,
GEORGES DE RO.

Le Président,
Comte WERNER DE MERODE.